

Renault victime d'une
cyber-attaque :
Mais qui arrêtera le
Carlos-virus ?

l'étincelle*

GM&S : Renault promet 10
millions d'€ de commandes
Même pas le salaire de
Ghosn !

Technocentre Renault Guyancourt

pour la construction d'un parti



des travailleurs communiste révolutionnaire

mardi 23 mai 2017

Le coup du renouvellement

Le Premier ministre Édouard Philippe, nommé par Macron, vient de former le gouvernement : un état-major renouvelé... dans le but de poursuivre l'offensive patronale. Macron jouait les « antisystème », le voilà qui aligne une brochette d'énarques, de vieux routiers de la politique prêts à retourner leur veste et de dirigeants d'entreprises. À commencer par Édouard Philippe lui-même, qui cumule les trois.

La ministre des Transports, Elisabeth Borne, était PDG de la RATP. Son bilan 2016 : le gel des salaires et 432 emplois supprimés en vue de l'ouverture à la concurrence.

Le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, est le directeur de l'Essec, une école de commerce où les futurs cadres dirigeants apprennent à licencier et pressurer les salariés. Ancien directeur de l'enseignement sous Sarkozy, il s'y connaît en coupes budgétaires et suppressions de postes.

Le MEDEF au ministère du travail

Quant au ministère du Travail, il est confié directement au Medef. La ministre, Muriel Pénicaud, ancienne DRH de chez Danone où elle a supprimé 900 emplois, ancienne administratrice d'Orange au moment des réorganisations qui ont provoqué de nombreux suicides, cumulait jusqu'à sa nomination les mandats d'administratrice d'Aéroports de Paris, d'administratrice à la Fondation Bettencourt-Schueller, de directrice générale de Business France et de membre du conseil de surveillance de la SNCF. Son directeur de cabinet, Antoine Foucher, était, lui, directeur général adjoint du Medef jusqu'en 2016.

Plutôt qu'une « société civile », c'est donc bien une marche militaire anti-sociale qui se met en place, avec des généraux aguerris issus directement des rangs du patronat. Le premier front, ce sera le Code du travail, avec pour objectif d'aller plus loin encore que la loi El Khomri, afin de laisser le champ libre au patronat pour supprimer des emplois, baisser les salaires, dégrader les conditions de travail. Dans l'arsenal également, une hausse de la CSG, pesant sur les salaires et les retraites, déjà insuffisants.

Pas d'état de grâce

Pendant que le gouvernement aiguisé ses armes,

le patronat est déjà sur le champ de bataille. Ford annonce la suppression de 20 000 emplois dans le monde pour « rassurer les actionnaires », ce qui renforce la menace sur les 1 000 de Blanquefort, dont fait partie Philippe Poutou. Il y a aussi Vivarte, Tati, Mim, Whirlpool et bien d'autres.

Les 300 salariés de GM&S, un sous-traitant de PSA et Renault dans la Creuse, se battent depuis plusieurs mois contre la fermeture annoncée et menacent de faire sauter leur usine. Voyant venir les élections législatives, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a récupéré la promesse des deux donneurs d'ordres d'augmenter leurs commandes et de prolonger ainsi la survie de l'usine. Mais pour combien de temps ? Les ouvriers ont tout intérêt à rester mobilisés tant qu'ils n'ont pas de réelles garanties sur le maintien de tous les emplois. Le rassemblement auquel ils ont appelé mardi 16 mai et auquel ont participé près de 2 000 travailleurs et soutiens est une idée à reprendre. Son succès n'est sans doute pas pour rien dans l'empressement du nouveau gouvernement à afficher une promesse de solution, toute provisoire soit-elle.

Car c'est ce que le patronat et le gouvernement craignent avant toute chose : voir les travailleurs de différentes entreprises regrouper leurs forces. C'est donc cet objectif qu'il faut nous donner.

Élections Législatives : montrons que nous sommes prêts à repousser les attaques à venir !

Pour faire entendre le programme de Philippe Poutou, **votez pour les candidats du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA).**

Le NPA appelle à voter Lutte Ouvrière dans les circonscriptions où le NPA ne se présente pas.

Droit à la déconnexion : on a testé !

Renault a été une des victimes du « ransomware », le virus qui bloque l'accès aux fichiers en vue d'obtenir une rançon. Si les médias ont parlé des usines, le Technocentre n'a pas été épargné. Pour certains, comme au Design, la journée de lundi a eu des airs de récréation, le temps de remettre tout en ordre. Pour les équipes informatiques, c'était au contraire le coup de feu dès vendredi soir. Les PC industriels ont le plus souffert (bancs HIL et PIE à La Ruche, moyens d'essai...). Leur faiblesse ? Un manque de moyens humains et budgétaires pour les exploiter. Le travail reste perturbé avec Aubevoye, Lardy, VSF, les RTx ou les ZDR (Zones Dédiées Renault chez les prestataires), eux aussi touchés et en partie coupés du TCR. Un aperçu de l'entreprise du futur ?

Un virus peut en cacher un autre

Suite à la cyber-attaque, les jalons n'ont pas été repoussés. Le virus du profit maximum court toujours...

Accidents du travail : rien à déclarer !

La nouvelle direction HSE (Hygiène Sécurité Environnement), après celle du CRP, demande que les salariés se fassent accompagner par leur chef pour aller à l'infirmerie suite à un accident. Même s'il n'est pas le plus disponible ? Ou si ce chef veut les en dissuader pour ne pas faire baisser ses indicateurs ou parce qu'il est à l'origine du « pétage de plomb » de son subordonné ? Aucune loi n'oblige à aller à l'infirmerie avec son chef. On peut y aller seul, ou lui préférer un collègue ou un délégué du personnel.

Les Labos partent en lambeaux

Aux Labos, après la chute de blocs de bétons et de dalles de faux-plafond, une grosse plaque métallique s'est décrochée la semaine dernière du mur extérieur d'un des patios. Elle est tombée du 2ème étage, au-dessus d'un coin fumeur. On est prévenu : fumer tue.

Un pont, c'est tout !

Vendredi 26 mai, le pont de l'Ascension est un jour de RTT collectif au Technocentre. Sauf au CRP, où la direction oblige les prestataires à venir travailler, et fait pression sur les Renault pour trouver des « volontaires ». RTT Collectif, ça veut pourtant dire RTT pour tout le monde !

Les mauvaises résolutions

Les adhérents à la mutuelle obligatoire Renault sont appelés à voter. Les résolutions sont très techniques. Mais gare aux résolutions 13 à 17 qui visent à « ratifie[r] les montants des cotisations ». Il s'agit de donner son avis sur ces montants, alors que la part employeur reste inférieure à 50 % pour la plupart des formules, contrairement à la loi. La mutuelle est obligatoire, lui donner quitus ne l'est pas.

Dialogue de sourds

La DE-V entame un « Dialogue sur la Qualité du Travail » (DQT), encadré par un cabinet d'experts en management, pour que les salariés se sentent « en santé » et soient « performants ». C'est un des dispositifs de l'accord compétitivité. On connaissait la démarche QVT, pour « Qualité de Vie au Travail ». Cette fois la « Vie » a disparu, pour laisser place à une énième version des vieux cercles de qualité. Chaque UET devra se réunir 2h avec un « animateur DQT », le CUET n'intervenant qu'à la fin. Tout cela débouchant sur des plans d'action. Pour embaucher afin de baisser la charge et la pression, et laisser les salariés gérer leurs affaires ? Faut pas rêver.

Une enquête longue à digérer

Les résultats de l'enquête sur les selfs réalisée en mars n'ont toujours pas été diffusés par Elior. Ils doivent surement être trop bons.

Carlos le slasher

Nissan a dévoilé le salaire de son PDG : 1,071 milliards de yens en 2016, soit 8,6 millions d'euros au cours actuel. Une misère ! Heureusement que Ghosn cumule un autre job.

De l'argent, il Yen a !

Nissan, qui a terminé son année fiscale en mars 2017, annonce un bénéfice net en hausse de 27 % à 5,6 milliards d'euros en 2016. Les résultats financiers de Renault vont en bénéficier à hauteur de 811 millions d'euros, contre 228 au 1^{er} trimestre 2016. Mais pas de triomphalisme : Nissan prévoit une année 2017 difficile. Puisqu'on vous dit que c'est la crise !

Le prix du silence

Lors de son Assemblée Générale, la direction de VW a refusé de donner les résultats d'une enquête interne sur le Dieseldgate aux actionnaires qui le demandaient. Mais elle leur a versé un dividende de 2 € par action (soit au total 590 millions d'€), contre 11 cts l'an dernier. De quoi les aider à se pincer le nez.

GM&S : gare à l'étincelle !

Alors qu'ils menacent de faire sauter leur usine, les salariés de GM&S à La Souterraine ont été reçus par le nouveau ministre de l'économie, Bruno Le Maire. Celui-ci a annoncé que Renault et PSA seraient prêts à redonner davantage de commandes à leur fournisseur. Histoire de calmer la colère des 280 salariés de GM&S, au moins jusqu'aux Législatives. Tati ou Vivarte sont aussi en redressement judiciaire. Engie va supprimer 1900 emplois. Ford Blanquefort est en sursis, alors que Ford annonce 20000 suppressions d'emplois... Que la colère des GM&S soit communicative, c'est ce que craint le gouvernement, et qui peut le faire reculer.